L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $15 / payable d'avance
De TROIS FOIS PAR SEMAINE $10 /

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.
LUNDI MATIN 27 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

ELECTIONS CONTESTÉES.

La Chambre s'est décidée samedi à en finir avec cette éternelle question : elle a voté successivement sur l'élection de chacun des membres auxquels on contestait leur droit de siéger à la Chambre, et chaque élection a été tour-à-tour confirmée par un vote de deux contre un. Les membres de la délégation d'Orléans ont pris part au scrutin, à mesure seulement de leur confirmation. La question a donc été laissée entièrement à la discrétion des membres de la campagne, qui ont consciencieusement décidé en faveur de *représentants* de la ville. Nous avons toujours maintenu le droit légal de ces derniers à siéger; nous n'avions d'ailleurs aucune crainte pour eux; car si par hasard un vote de parti eût réussi à les expulser de la Chambre, les électeurs les y eussent renvoyés par une écrasante majorité; nous nous félicitons cependant du résultat que nous mentionnons; mais nous nous en félicitons surtout parce qu'il éloigne une des entraves les plus fortes des travaux législatifs. Désormais la Chambre pourra donner tout son temps aux affaires.

Nous constatons aussi avec plaisir l'appui donné par que le rapport du comité des élections a rencontré contre toutes les attaques et toutes les déclamations qu'on dirigeait contre lui et dans l'intérieur et au dehors de la Chambre. Parmi ceux qui ont soutenu la délégation d'Orléans, nous remarquons les noms de MM. RATHBUN, NEWPORT, COFFEE, CHITZ et FLOURNEY, qui, bien que franchement locofocos, n'ont pas hésité, dans une question aussi importante, à s'élever au-dessus des considérations de parti et à faire inscrire leur vote en faveur du maintien des droits du peuple. Leurs principes démocratiques n'ont pas pu se concilier avec l'expulsion de représentans élus par la majorité des électeurs; ils n'ont pas voulu la violer, en faveur de leur parti, l'une des plus belles prérogatives du gouvernement républicain : la franchise électorale! Nous regrettons sincèrement de ne pas voir parmi ceux qui ont défendu cette cause certains noms qui devraient y figurer; mais tout le monde n'a pas la force de caractère indispensable pour préférer les intérets de la justice à ceux d'un parti.

Cette question résolue, il n'y a plus de raison pour que la Chambre ne mette tondement les affaires et ne s'ajourne au ainsi qu'elle aura accompli ce que réclame d'elle l'intérêt public.

LA MALLE a manqué hier au-delà de Charleston. Nous allons nous dédoder à faire *stéréotyper* cet avis, pour pouvoir le laisser en permanence dans nos colonnes.

Nous sommes heureux d'apprendre que le jeune enfant, neveu de M. Pedarre, qui a été si grièvement blessé vendredi dernier par un assassin, est en bonne voie de guerison. L'assassin est encore inconnu.

Notre port a présenté un aspect très animé depuis avant-hier. Il est arrivé 54 navires de la mer, et 20 bateaux à vapeur des hauts.

Le Picayune rapporte une épouvantable tentative de meurtre faite par une petite mulatresse d'environ douze ans, au service de M. Perez, sur la personne d'un enfant confié à sa garde.

" M. Perez, dit le Picayune, employait, à ce qu'il paraît, cette malheureuse pour garder un enfant de huit mois tout au plus. Il y a quelques jours on remarqua que cet enfant souffrait d'un mal inexplicable pour le médecin qu'on fit appeler. Les parents enfin pensèrent qu'il pourrait bien avoir été empoisonné et leurs soupçons se portèrent sur la petite mulatresse qui le gardait. Après avoir interrogé en vain de la et à diverses reprises afin d'arriver par obtenir d'elle l'aveu qu'elle avait mêlé du verre pilé dans la nourriture de l'enfant ! Et sa cruauté ne s'était pas arrêtée là, elle avait mêlé plusieurs petites épingles dans une portion qu'elle avait laissé à la malheureuse petite créature d'avaler ! Non contente encore de cela, ce monstre d'enfer avait frappé l'enfant sur la tête avec une cuiller en fer, et s'efforça de lui faire entrer un morceau de bois dans le gosier ! Après une enquête attentive le Recorder *Bertus*, a envoyé la mulatresse à la geôle pour y attendre son jugement."

MEURTRE.—Un meurtre atroce a été commis le 2 courant dans la paroisse de St. Landry. La victime se nommait Metchy ; il voyageait du Mississipi et se rendait du chemin de fer d'Alexandrie aux Opelousas, en compagnie d'un individu appelé Barney Mitchell. On a trouvé dans le Bayou Beouf son cadavre horriblement mutilé : le crâne avait été brisé à coup de fouet, et présentait une blessure faite avec une arme à feu. B. Mitchell a disparu, et des soupçons très violents s'élèvent contre lui.

L'ENFANT-HOMME.—C'est sans contredit le phénomène le plus extraordinaire qu'on se puisse voir ; un enfant de quatre ans chez lequel la tête, le corps et les mains présentent un développement égal à celui d'un jeune homme bien constitué ! Les amateurs de monstruosités ont là de quoi satisfaire leur curiosité.

M. CLAY DANS L'ILLINOIS.—Les whigs de l'Illinois se sont assemblés récemment en Convention, et ils ont à l'unanimité choisi Henry Clay pour la présidence. " Illinois, dit la *Gazette d'Alexandria*, jadis les chances en faveur de M. Clay n'ont été plus belles, jamais ses amis n'ont été au nis, si actifs, si enthousiastes. Tout ce que nous demandons, c'est que cette union et cet enthousiasme se soutiennent, afin que nous puissions voir ramener pour ce grand citoyen les jours glorieux de 1840."

TROISIÈME MUNICIPALITÉ.—Dans la balance générale de la 3me Municipalité au 28 février 1843, publiée dans le *Courrier* de vendredi dernier, nous trouvons les chiffres suivans :

" Bons Municipaux (anciennes émissions).....	$37,849 79
" Nouvelle émission, par résolution du 24 avril 1840.....	36 350 00
" Emission du 10 septembre 1840.....	192,134 00

LA HAVANE n'a pas été à l'abri de la singulière température que nous éprouvons depuis quelque temps. Notre correspondant nous écrit, sous la date du 21 mars, qu'il fait remarquablement froid à Cuba pour la saison.

Le capitaine Barnes du navire *Barclay* de New-Bedford annonce qu'il a entendu dire au cap de Bonne-Espérance que le sloop de guerre des Etats-Unis, *Concord*, s'était perdu, sur la côte de Mozambique. Il n'a pu obtenir aucun détail sur ce désastre.

L'UNION de New-York, l'organe de M. Tyler, n'a pas été heureuse depuis la retraite du major Noah; elle va cesser de paraître. *L'Aurora* sera désormais l'exclusive des communications officielles que recevait *l'Union*.

M. TALLMADGE, Sénateur de New-York aux Etats-Unis, a été fort malade depuis l'ajournement du Congrès. Aux dernières dates, il était en convalescence, mais en dehors d'état de quitter sa chambre.

HAVANE.—Le paquebot à vapeur *Alabama*, capt. Windle, est arrivé samedi soir. Il nous a apporté des journaux de la Havane jusqu'au 21 courant. A bord de l'Alabama se trouvait M. RAKEMAN, le pianiste, la signora CASTELLAN, cet prima donna de l'opéra italien de Mexico, et MAX BOHRER, le célèbre violoncelliste. Quant à la Compagnie italienne de la Havane que l'on attendait par cet arrivage, il paraît qu'il n'est pas certain encore qu'elle vienne. La signora CASTELLAN s'était rendue à la Havane dans la pensée de s'engager dans cette compagnie; mais à son arrivée les représentations avaient cessé par suite de mésintelligence entre les artistes. " C'est cependant possible encore que nous les voyions arriver prochainement pour donner parmi nous quelques représentations.

Les journaux contiennent fort peu de nouvelles intéressantes. L'*Aron*, nouveau navire à vapeur de la malle royale d'Angleterre, est arrivé à la Havane le 20 courant. Le sloop de guerre anglais *Electra* était également à la Havane, il avait apporté pour 4500,000 *espèces*.

Une lettre particulière annonce que M. Garneau trouve faveur pour son projet de course; il aura le patronage d'un grand nombre de personnes de qualité.

Notre correspondance particulière, qu'on trouvera dans une autre colonne, donne les dernières nouvelles commerciales.

[*Communiqué.*]

LA COMETE DE 1843.

Le tems a été si variable et le ciel si souvent couvert ces jours derniers, qu'il ne nous a pas été possible, comme nous l'aurions voulu, de faire des observations suivies sur la comète. Nous n'avons donc pu constater sa marche d'une manière rigoureuse. Jeudi soir, elle se trouvait dans les dernières étoiles du Taureau, tandis que sa queue se prolongeait jusque vers celles d'Orion. Sa lumière était extrêmement faible et l'éclat de sa queue n'était sensiblement affaibli. Le samedi précédent, son noyau qui était parfaitement visible à l'aide du télescope, présentait l'apparence d'un énorme tison presque ovale, qui semblait projeter une fumée fort épaisse. Il n'est pas probable qu'elle devienne plus apparente, et nous en serons sans doute réduits à nous contenter de distinguer la traînée lumineuse qu'elle laisse après elle.

Cette comète a jeté quelque terreur dans l'esprit d'un certain nombre de gens, elle n'avait pas été annoncée par les astronomes, et elle est venue si à l'improviste que cette impression est presque excusable; mais elle est sans aucun fondement. On ajoute qu'elle ne vienne à la rencontre de notre globe et que la collision de ces deux corps ne donne naissance aux plus graves désordres dans la nature. D'où vient que les autres planètes ne nous inspirent ni la même crainte, ni la même terreur? Parce que nous avons l'habitude de les voir, de les examiner à notre aise; et que l'astronomie a pu les étudier, les décrire et en tracer, avec la dernière exactitude, les orbites dans l'espace. Il y a si peu de temps que le soleil Voltaire le nomme. Estil tombé dans une tête assez, que peut-être un jour cet astre refusera-t-il de nous prêter le secours de sa lumière! En tout, depuis six mille ans que les comètes apparaissent de temps en temps à la terre effrayée; en est-il une qui soit venue troubler l'harmonie de l'univers? Il ne fallait rien moins que les rêveries de quelques cervelles creuses pour jeter l'épouvante dans des esprits faibles par d'absurdes hypothèses, et surtout en attribuant au hasard seul l'ordre admirable qui règne dans le ciel. A entendre ces songe-creux scientifiques, sur un million de chances, nous en avons une contre nous. Ce n'est point là un risque bien inquiétant; mais encore quelle est la base de leurs raisonnemens? Les rêves de leur imagination. Ne vaudrait-il pas mieux regarder humblement tous ces phénomènes comme une preuve de la puissance divine, qui, en croisant en tout sens dans l'immensité les orbites de toutes les comètes, semble s'être jouée avec les difficultés les plus insurmontables? Ne vaudrait-il pas mieux répéter avec le roi-prophète et son traducteur

Les cieux instruisent la terre
A révérer leur auteur. G. B.

ACTE *de la Législature, approuvé le 14 Mars* 1818.

Sect. 2. Nul ne sera éligible en qualité d'Alderman, si à l'époque de son élection il n'a les qualités requises pour être électeur, s'il n'a résidé dans ladite cité depuis deux ans avant ladite élection, et si pendant la dernière année il n'a possédé dans les limites de ladite cité une propriété foncière de la valeur de mille piastres, conformément au tableau dressé pour les taxes d'Etat.

ACTE—*Approuvé le* 14 *Mars* 1820.

Sect. 7. Aucun Maire, Recorder ou Alderman ne pourra entrer en fonctions sans avoir prouvé qu'il possède des propriétés de la nature de celles requises par la loi, et jusqu'à la concurrence et dessus fit, par succession ou en vertu d'un acte authentique dans la ville de la Nouvelle-Orléans; et s'il néglige de faire cette preuve, son élection sera nulle et de nul effet.

LE PRINCE DE LIGNE.—On lit dans une correspondance de Paris :

L'ambassadeur de Belgique doit rouvrir bientôt les salon où regnait la gracieuse Reine Caroline. Le nouvel ambassadeur belge se nomme le prince de Ligne, et c'est là, sous le rapport de l'esprit, un nom assez embarrassant à porter à Paris. S'il y avait de nos jours un marquis de Bièvre, on chercherait un calembour dans chacune de ses paroles. Au prince de ligne on demandera des bons mots, de piquantes saillies, on s'attend à le voir continuer la reputation d'un aïeul. C'est surtout en fait d'esprit que noblesse oblige.

A Bruxelle sur le prince n'avait pas cet embarras. Messieurs les Belges n'y entendent pas toujours malice. Pour les bons mots comme pour tout ce qui tient à l'intelligence, chez eux on ne tire volontiers d'affaire par la reproduction. Du reste, le prince a déjà prouvé qu'il est digne de son illustre origine; il a donné à l'Europe un gage d'esprit : il a fait un bon mot en 1830.

Après la révolution qu'ils avaient reproduite de la mère, les Belges cherchèrent un roi; ils en demandèrent dans les petites affiches de toutes les chancelleries; mais avant de s'adresser aux étrangers, ils avaient essayé d'en trouver un sur leur territoire. M. de Merode, et le prince de Ligne étaient, par leur naissance, dignes de monter sur le trône. On offrit la couronne d'abord à M. de Merode, qui la refusa tout simplement; les députés de la nation s'adressèrent alors au prince de Ligne, qui répondit également non, mais qui formula ce refus d'une façon très piquante.

" Je ne peux pas consulter, dit-il; je suis déjà chambellan de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Le grand prince de Ligne, celui d'autrefois n'a jamais mieux dit. Mais voyez un peu le malheur qui a réfléchi de la Belgique! Elle ne lance pas un bon mot original tous les cent ans, et ce mot lui retombe sur le nez

RAPPORT OFFICIEL

Des Délibérations du Sénat de la Louisiane.

SAMEDI, 25 mars 1843.

M. Sparrow demande qu'on mentionne sur le journal qu'il a été absent pour cause indispensable pendant quelques jours, vu qu'il était du comité chargé de l'enquête sur l'accusation de mauvaise administration du Pentitentiaire de Baton-Rouge. Il ajoute que s'il avait été présent lors de la mise aux voix du bill de quayage, il aurait voté en faveur de cette mesure.

Le même sénateur, au nom du comité des réclamations, présente un bill d'indemnité en faveur de MM. Voorhies et John Routh.

Sur motion, ce bill est pris en considération, et M. Sparrow explique les faits sur lesquels il repose.

Ensuite le sujet est discuté par MM. Davidson, Downs et Walker, qui portent contre la mesure, en s'appuyant sur ce qu'elle serait un mauvais précédent dont l'Etat aurait à se repentir plus tard.

M. Sparrow présente de nouvelles explications.

M. Morse propose de disposer le bill sur le bureau jusqu'à ce que l'on ait de plus amples informations; pour lui, ses premières impressions sont défavorables à l'adoption de ce bill.

M. Sparrow propose qu'on statue maintenant sur le bill. Il dit que la population de Concordia est entièrement en faveur de l'indemnité demandée, et que la question locale l'intéresse plus que la Législature.

M. Brasher suppose au bill et demande la mise aux voix de la question.

Le résultat du vote donne 6 oui et 7 non.

M. Davidson dit que si la question est divisée, l'une des réclamations ne pourra être reconnue.

M. Walker demande la reconsidération du bill pour qu'on puisse l'éprouver. Pour lui, il ne trouve pas assez de différence entre les deux cas pour voter en faveur d'aucun.

Le bill étant sous reconsidération, M. Sparrow fait de nouveau en faveur de son adoption. Il considère que les deux cas sont identiques.

MM. Downs, Walker, Davidson et Brasher renouvellent leurs objections; après quoi le bill est mis aux voix. Le résultat donne 7 oui et 7 non. Le président votant dans la négative, le bill est rejeté.

Sur motion de M. Morse, le Sénat reconsidère l'acte relatif à la Cour de Cité de Lafayette, et la mende en effaçant la section qui changeait la manière de nommer le marshall de cette Cour. M. Morse dit que le marshall actuel a été tout récemment nommé par le Gouverneur et confirmé par le Sénat, et qu'il ne convient pas de faire une loi pour priver quelqu'un de sa place.

M. Armant donne avis qu'il présentera un bill pour définir les limites des paroisses St. Jacques et St. Jean Baptiste.

Sur motion de M. Walker, le Sénat passe à la discussion du bill relatif à la division de l'Etat en districts.

M. Hall propose, pour éviter la confusion, de prendre le bill de la Chambre et d'y proposer des amendemens.—Adopté.

Le composition du premier district étant sous consideration,

M. Lavaste demande qu'on y réunisse la paroisse de Plaquemines, celle de St. Bernard et cette partie de la paroisse d'Orléans qui est située sur la rive droite du fleuve, et de n'y laisser que la partie de la première municipalité, comprise entre la rue Conti et sa limite inférieure.

M. Hoa suppose à cet amendement, qui est mis aux voix et adopté par 9 voix contre 6.

M. Downs propose d'ajouter les paroisses St. Martin et Ste. Marie au second district. Cet amendement est une conséquence du premier, dit le Sénateur, et il est nécessaire d'égaliser la proportion. Rejeté par 9 non contre 6 oui.

M. Carter demande que la partie de la première municipalité laissée de côté par l'adjonction des paroisses Plaquemine et St. Bernard, et la partie de la paroisse qui est sur la rive droite du fleuve, soit annexée au second district.—Adopté.

M. Downs dit qu'il a été surpris de voir sa proposition repoussée à une majorité si décisive. Ce n'est pas par des motifs de parti qu'il a été porté à faire cette proposition, mais seulement pour obéir au vœu de la population d'un district qui verra avec peine séparer son territoire et ses intérêts de leur représentation. La formation des autres districts met cette population dans la nécessité de se contenter d'avoir ce qu'elle pourra avoir, mais elle ne se soumettra pas à l'injustice manifeste qu'on veut lui faire.

M. Downs propose donc de maintenir le district occidental tel qu'il a été jusqu'à présent, et de laisser intactes les limites de la Floride. Cela donnera un accroissant de population de 30,000 âmes au district occidental qu'il devra désormais et qui probablement, par le rapide accroissement de la population, contiendra, avant l'époque du prochain recensement, la moitié de la population de l'Etat.

Cet arrangement, tout partial qu'il est pour les autres districts, est infiniment meilleur que la division du district par le milieu et que son annexation à un territoire avec lequel il n'est pas d'un intérêt.

M. Walker dit que, quoique il fut entendu qu'on disposerait du bill sans discussion, il doit cependant protester contre l'injuste composition du 4me district, faite dans certaines vues. Ceux qui douteraient de la justesse de cette imputation jetteront un regard sur la carte, et ils verr ait que ce territoire n'est pas si irrégulier. Il commence sur une ligne qui touche à l'Arkansas et va jusqu'à la baie de Berwick, coupant le territoire adjacent à droite et à gauche et ne laissant tout au plus que 70 milles d'un côté, et en quelques endroits 60 milles à peine. M. W. est de l'opinion de M. Downs au sujet d'une division telle sur des vues égoïstes de parti : la population des endroits dont il s'agit veut opérer elle-même sa réformation et n'entend pas qu'on intervienne chez elle. Il ajoute que la proposition devrait être bien prise et que si la majorité est contre eux, ils doivent au moins jouir du privilége d'exprimer leur opinion.

M. Walker propose de déposer sur le bureau le 3me et la 3me section afin de s'occuper de la 4me, et de la proposition du Sénateur d'Ouachita.

M. Downs ayant demandé la mise aux voix, le président fait observer qu'il faudra les deux tiers du Sénat pour obtenir la dispense de la règle.

M. Downs insiste sur ce que le bill soit une chose entière et que le Sénat passe s'occuper s'elle veut de la dernière section tout aussi bien que de la première; la division en sections n'est que pour la convenance. Si la résolution était réellement incompatible avec les règles elle devrait en être rejetée. C'est vouloir autrement, prive la minorité du privilége d'avoir ses vues entendues.

La question de dispense des règles est rejetée par 8 non contre 7 oui.

M. Downs dit que le vote de la majorité le force à appeler de la décision du fauteuil, afin que sa proposition soit portée sur le journal.

M. Carter dit qu'il n'a pas d'objection à ce qu'on vote directement sur la proposition de M. Downs.

M. Davidson dit que cela peut se faire en demandant que la 4me section soit la 3me.

M. Downs y accède.

Sur motion, on permet au sénateur d'Ouachita de présenter sa proposition qui est immédiatement prise sous considération par le Sénat. (A continuer.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

SAMEDI, 25 mars 1843.

La Chambre se réunit *conformément* à l'ajournement : l'appel nominal constate la présence de 34 membres.

Un congé de quelques jours est accordé à MM. Bayliss, Gaudet et Robertson.

M. Hunt présente un mémoire de M. Trudeau, collecteur de taxes à la Nouvelle Orléans, demandant certaine secours à la Législature. Referé au comité sur les réclamations.

M. Voorhies présente un mémoire des habitans de St. Landry, demandant la révision des lois de police en vigueur dans cette paroisse. Référé à la délégation de St. Landry.

M. Walsworth, du comité de conférence sur le bill qui a pour but l'accroissement des revenus de l'Etat, présente un rapport qui approuve plusieurs parties du bill et tâche de concilier les opinions diverses du Sénat et de la Chambre.

M. Walsworth dit que la seule dissidence matérielle qui existe entre les deux Chambres de la Législature, porte sur cette clause qui rend les greffiers garants de tous honoraires à eux dus, que lesdits honoraires leur aient été payés ou non.

Le Sénat, sur ce point, a différé d'opinion avec la Chambre; quant aux autres points de dissidence, il sera facile d'effectuer un compromis entre les deux Chambres.

M. Selby n'est pas satisfait; il ne veut voter qu'en connaissance de cause, et ne comprend pas bien les amendemens et les dispositions mêmes du bill.

M. Winchester dit que le bill est d'une très haute importance, et engagerera annuellement au trésor une dépense de $60,000. Il est urgent que la mesure soit adoptée. Le plupart des amendemens du Sénat ont été retirés, et le bill est à peu près dans l'état où la Chambre l'a passé. La Chambre doit maintenant adopter ou rejeter le rapport. Si elle le rejette, l'objet du bill sera frustré et le fonds actuellement disponible diminué. Il ne doute pas que le bill ne passe au Sénat; il espère que la Chambre acceptera le rapport.

M. Selby répond qu'il ignore les détails du bill, mais qu'il n'en votera pas en faveur de cette mesure, parce que le salaire des avocats du district d'Est-Bâton-Rouge et des Félicianas n'est pas d'égale valeur, et qu'il ne veut voir aucun officier favorisé au détriment d'un autre. Il engage ses collègues à ne pas sanctionner les principes. Pour ce qui est du salaire de l'auditeur des ventes à l'enchère, il croit que quinze cents de lui par an sont plus que suffisans. M. Selby objecte à quelques autres dispositions du bill et termine en déclarant qu'il votera avec bonheur contre la mesure.

M. Winchester fait observer que le précipitant consentira ce que l'Etat perde $61,000, afin d'empêcher trois officiers de recevoir chacun cent piastres de plus qu'il ne lui revient à son avis.

M. Hunt soutera en faveur du rapport, parce qu'il veut mieux faire une chose à moitié que de ne pas la faire du tout. Le membre de Carroll ne prend pas garde de qu'en votant contre le bill, il maintient de le salaire de l'auditeur des ventes à l'encan, qui s'élève actuellement à $1,000.

L'appel nominal ôte le résultat suivant : oui, 34, non, 4.

M. Phel, présente une résolution ordonnant qu'aucun membre ne pourra parler plus de 30 minutes sur un sujet quelconque, pendant le reste de la session, à moins de l'avis du bureau.

M. Ogden est requis par un membre du bureau, dont la bibliothèque a été détruite par un incendie, d'introduire une résolution à l'effet d'autoriser le secrétaire d'Etat à disposer d'un certain nombre d'exemplaires surnuméraires des rapports de la Cour Supreme.

M. Claiborne dit que le secrétaire d'Etat a un bien plus grand nombre de exemplaires qu'il n'en a besoin. Autre disposition des règles, la résolution subit une seconde lecture.

M. Ratliff pense que le secrétaire d'Etat était déjà autorisé à disposer de ces exemplaires, à raison de 50 le volume.

Après une courte discussion, la résolution est référée à un comité spécial.

M. Ratliff désire que le jour de l'ajournement des Chambres soit fixé. Le moment de la campagne où tant de retourner chez eux, et à moins que l'ajournement soit fixé à un jour certain, il est probable que la Chambre ne sera bientôt plus en majorité. L'époque de l'ajournement une fois précisée, les membres se détermineront à rester jusqu'à la fin de la session, et à terminer les affaires déjà entamées.

M. Ogden ne consentira pas à ce qu'un jour soit fixé pour l'ajournement, jusqu'à ce que la Chambre ait statué sur plusieurs sur la question des élections contestées. Elle doit cette courtoisie à la délégation d'Orléans.

M. Ratliff répond qu'il est tout prêt à voter sur cette question, mais il est bien sûr que la majorité des membres ne sera plus présente dans une semaine, à moins que l'on ne fixe un jour pour l'ajournement.

Sur motion de M. Brasher, la Chambre met la résolution relative à l'ajournement des Chambres à l'ordre du jour pour lundi matin.

M. Winchester, du comité spécial chargé de l'examen du bill relatif aux banques hypothécaires, rapporte ce bill sans amendement.

M. Voorhies, du comité des enrôlemens, annonce plusieurs bills et résolutions comme dûment enrôlés.

M. Ratliff, du comité sur les réclamations, présente un rapport défavorable à la pétition de J. W. Watts.

Le même membre, au nom du comité sur les réclamations, rapporte sans amendement le bill pour faire un acte à M. Auguste Hurstl. Ce bill accorde au pétitionnaire une compensation pour avoir gardé la maison d'Etat, depuis la mort de son père, lequel était chargé de cet emploi. Le pétitionnaire avait continué les fonctions de son père à la requête du Gouverneur.

M. Brasher est en faveur du bill, mais il ne croit pas nécessaire d'accorder au sergent d'armes d'autre salaire que celui qui lui est alloué comme gardien de la maison d'Etat. La compensation ordinaire accordée par la Législature est plus que suffisante.

M. Bard insiste de que cela pourrait être fait d'un autre bill celui dont la Chambre s'occupe actuellement était d'une nature particulière.

Le bill est adopté et passe après une 3ème lecture.

M. Musson, du comité sur le commerce et les manufactures, rapporte le bill pour créer des inspecteurs de tabac.

M. Delassus, du comité des mines, rapporte un bill pour venir en aide aux volontaires de la Louisiane.

M. Morgan, au nom de la minorité du comité sur l'agriculture et le commerce, présente un rapport défavorable sur un amendement proposé au bill relatif à l'acte pour régler les droits de quayage, et demande que ce rapport soit imprimé.

M. Phelps, d'un comité spécial auquel a été référé le sujet de la mise en accusation par un grand jury, M. Winthrop, greffier de la Cour des Preuves à Baton Rouge, présente un rapport qui absout ce dernier des charges portées contre lui, et qui conclut à la non division des greffes.

Le rapport est adopté.

M. Hunt, du comité sur les réformes, rapporte le bill du Sénat qui a pour but d'hâter l'acte définitivement le chiffre de la répartition à imposer par chaque greffier, shérifs, &c., et la manière d'en obtenir le paiement. Le bill est sous la 3ème lecture.

M. Brewer, ainsi qu'il en a donné avis, introduit un acte pour réduire les dépenses de l'Etat. Le bill propose d'abolir les lois qui accordent dans les affaires criminelles, une compensation aux témoins. M. Brewer dit qu'il en coûte annuellement à l'Etat une somme de $30,000, sans compter les abus qui en résultent. Les témoins d'ailleurs auront leur recours contre le gouvernement pour se faire payer.

M. Ogden objecte au principe du bill. On force les témoins à comparaître, et il n'est que juste qu'on leur accorde en retour une rétribution.

M. Nicholls, ainsi qu'il en a donné avis, introduit un bill pour créer un Inspecteur des farines, du tœuf et du porc, dans la paroisse de Jefferson.

L'orateur soumet à la Chambre une communication du Gouverneur, accompagnée de certaines résolutions passées par la Législature de l'Ohio, concernant le droit de quayage.

Ordre du Jour.

M. Brewer réclame la prise en considération des élections contestées. Sa motion prévaut.

M. Phelps propose de diviser la question sur la résolution qui déclare la délégation dûment elue.

M. Brewer propose un substitut déclarant que la délégation d'Orléans est bien admise à siéger comme telle, jusqu'à ce que la question ait été décidée.

M. Brasher dit que la question se réduit à celle-ci : le rapport affirme que toute la délégation d'Orléans est dûment élue. L'orateur a donné ses raisons qui, la question étant soulevée, le portent à voter pour la division. Il pense que la Chambre appréciera cette décision.

La discussion sur le point de forme s'engage entre MM. Wadsworth et Phelps, le premier appuyant le substitut et le second soutenant qu'il n'est pas à l'ordre.

La décision de l'orateur est appuyée par 25 voix contre 12.

M. Brewer présente alors un substitut déclarant que la Chambre ne consentira pas à la résolution, en ce qui regarde M. J. P. Benjamin.

L'Orateur dit que le substitut équivaut au rejet de la résolution, et ne peut pas être considéré comme un amendement.

M. Brewer en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur ; 25 voix contre 10 la confirment.

M. Phelps réclame la mise aux voix de la question préalable, mais ayant ensuite retiré sa motion, M. Phelps la propose à son tour.

Les voix étant recueillies se partagent comme suit : oui, 25 ; non, 11.

L'Orateur dit que la question préalable sera maintenant celle-ci : " Le membre de la délégation d'Orléans a-t-il le droit de siéger comme tel?"

M. Wadsworth soutient que la question n'a d'autre but que l'adoption ou le rejet du rapport même ; il en appelle à la Chambre de la décision de l'orateur ; mais il retire son appel, après une courte discussion.

Un autre long débat s'engage sur des points de forme. Ce dont qua M. Benjamin de siéger comme représentant, est soutenu par 28 voix contre 9 ; M. Mussun, par 30 contre 12 ; M. Ogden, par 24 contre 8 ; M. Ledoux, par 23 contre 12 ; M. McNeil, par 24 contre 11 ; M. Delassus, par 25 contre 12 ; M. Hunt, par 26 contre 12 ; M. Cullerson, par 26 contre 12 ; M. Claiborne, par 30 contre 10 ; M. Rogers, par 29 contre 9.

M. Wadsworth demande le rejet du rapport.

M. Selby expose les raisons qui le portent à désirer le rejet du rapport. Ce document omet de constater des défauts de qualification constitutionnelle, et c'est là une grande faute.

M. Hunt dit que pas un mot touchant ce sujet n'est contenu dans le rapport. Il n'y est question que des élections contestées, et nullement d'aucune question de constitutionalité.

La motion de rejet est repoussée par 10 voix contre 20.

Sur motion, la Chambre s'ajourne à lundi, à dix heures.

Veuillez insérer dans votre estimable journal, ce-
LOUIS LEREC,
ALFRED ROUSSEAU
Sont candidats pour la place d'Alderman du 6ème district de la 1re. municipalité.

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS

[PAR AUTORITÉ.]

(No. 68)

ACTE

Pour incorporer la Congrégation de l'Eglise protestante épiscopale dans la ville de Nouvelle-Orléans.

Section 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Qu'Ambroise Kempfer, Jacques Hunt Walworth, Charles A. Ballard, James G. Campbell, Jacob Hyatt, F. A. Morse, John F. W. Williams, Stephens M. Tebbills, Louis de Russy, Adolphe Kempfer, Victor Normand, David Hayden, Daniel H. Vail, John Davidson, Wylie B. Young, et Thomas H. Hirey, ainsi que tous autres personnes annuellement en support du Recteur de l'église, seront à jamais et sont par le présent constitués, faits et déclarés, en un corps politique sous le nom et titre de la Congrégation de l'Eglise protestante épiscopale de la Trinité, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et ont par le présent acte toutes les facultés et pouvoirs nécessaires pour jouir de la manière la plus entière des bénéfices de la présente incorporation, et pour faire tous les actes légaux qui sont nécessaires à la conduite des affaires de ladite Congrégation, et pour acquérir, posséder et retenir, pour l'usage de ladite Congrégation, tous biens meubles et immeubles de la valeur de dix mille piastres, et d'en aliéner ou disposer de la manière qu'il la juge convenable aux intérêts de l'Eglise.

Sect. 2me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que ladite corporation aura le pouvoir de faire, établir, décréter, établir, particuliers et généraux, pour le gouvernement de l'Eglise et de ses membres, et pour faire exécuter les dits règlemens et ordonnances et tous règlemens qui seront nécessaires pour le bon ordre et la bonne conduite de ladite corporation, pourvu que lesdits règlemens ne soient pas contraires aux lois de cet Etat.

Sect. 3me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que le pouvoir législatif de la dite corporation sera dévolu au conseil des Marguilliers et Paroissiens, qui devra être formé en la manière prescrite par les règlemens de ladite corporation, le 27 mars 1843.

A. G. COCHRAN,
FELIX CONNOLLY.

27 mars—3t.

A LOUER—Une jeune mulâtre de 16 à 18 ans, excellent domestique de maison. S'adresser à M. DUCLOS, 9, St. Louis

27 mars

EXTRAIT de bois de Campêche—Un assortiment de grains d'extrait reçues par la goelette Dorcas et à vendre par
SALVADOR FERNANDEZ,
164, Nouvelle-Levée.

27 mars—4

CAFE de la Havane—96 sacs prime vert, en déchargement du steamship Alabama, à vendre par
J. M. CABALLERO, 82, Vieille Levée

27 mars

CIGARES de la Havane, prime, à vendre par
J. M. CABALLERO, 82, Vieille Levée

CIGARES de la Havane, différentes espèces, à vendre par
J. M. CABALLERO, 82, Vieille Levée

27 mars

TERRITER sur la Havane—à vendre par
CANTIN, DARAS & Cie, 74, St. Louis.

27 mars

BARILS POUR MELASSE—200 vides en déchargement du navire canton, à vendre par
ROBERTS & HALL, 72 Magazine

27 mars

CIRE MOULE—50 boîtes à vendre par
ROBERTS & HALL, 72 Magazine

27 mars

No 12,812—Jugement sur Bond, pour Simon Vinet, ex-parte.

ETAT DE LA LOUISIANE, Cour de Paroisse pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans—Je certifie par le présent que le 26 mars 1843—Date même—Charles Maurian, juge de la Cour de Paroisse susdite, a ordonné et fait rendre jugement en faveur de Simon Vinet, ex-parte, et contre Jean Jeanne à la Cour susdite, pour la somme de $1,000 avec intérêt à 10 par cent depuis le 1 mai 1842, et pour les dépens de justice, et